

Procès-Verbal - Séance du 22 octobre 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-deux octobre à 17 heures, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la Mairie, sous la présidence de Madame Valérie PETIT, Maire.

Etaient présents : Mmes et MM. Valérie PETIT, Eric MICHEL, Jacques CHAMBRELAN, Dominique LEBIDEAU, Joël DUTOT, Damien HENRI

Absents excusés : Corinne VERRIER, Emmanuel PASQUIER, Sandrine LOFONG, Hélène ESCOULA, Fabien PAREYT.

Secrétaire de séance : Eric MICHEL

I – Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)

Le conseil municipal examine les projets de pièces transmises dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) : règlement, plan de zonage, plan des hauteurs et implantations, plan des risques et plan de stationnement.

Le conseil municipal souhaite l'intégration de la zone verte en centre bourg, telle qu'elle figure dans le PLU actuel, dans les espaces verts à protéger au PLUi.

II – Détermination d'un taux de vacation

Madame le Maire rappelle que la collectivité doit organiser au titre de l'année l'accompagnement des élèves dans le transport scolaire durant chaque période scolaire. Cet accompagnement est effectué par un agent contractuel, mais qu'en cas d'absence (congé de maladie ordinaire, rendez-vous médical,...), il est nécessaire de prévoir son remplacement.

L'activité entreprise constitue une tâche spécifique, discontinue dans le temps et rémunérée à l'acte qui est, à ce titre, distincte d'un emploi de la collectivité.

Le Maire expose qu'il conviendra de recruter des personnels vacataires pour le remplacement de l'agent accompagnant les élèves dans le transport scolaire, conformément à la jurisprudence administrative, les intéressés devront être rémunérés à l'acte. Il appartient donc à l'organe délibérant de déterminer un taux de vacation.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1^{er} ;

Considérant la nécessité d'avoir recours à un vacataire pour le remplacement ponctuel de l'agent accompagnant les élèves dans le transport scolaire, en cas d'absence de ce dernier (congé de maladie ordinaire, rendez-vous médical,...) ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- D'autoriser Madame le Maire à recruter un vacataire pour la période du 1^{er} novembre 2024 au 5 juillet 2025, pour le remplacement ponctuel de l'agent accompagnant les élèves dans le transport scolaire,
- De fixer le taux de vacation à 12 € euros brut de l'heure.
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget.

Aucune question n'étant soulevée, et l'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 18h50.